

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

NOVEMBRE 2005

FINANCES

La mise en oeuvre de la LOLF : état des lieux avant le 1er janvier 2006

Beaucoup a déjà été accompli dans la préparation du nouveau cadre budgétaire et comptable de l'Etat pour la mise en oeuvre de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001. A l'approche du 1er janvier 2006, qui marquera son entrée dans la réalité administrative, trois enjeux majeurs se dessinent. un budget plus lisible, organisé selon les politiques publiques et orienté vers les résultats, fera l'objet du débat et du vote au Parlement selon les nouvelles règles de la LOLF. Le déploiement des nouveaux modes de gestion pour 2006 dans les administrations de l'Etat est en cours, avec la préparation des budgets opérationnels de programme. la bascule de la gestion 2005 vers 2006 et l'important travail d'accompagnement de changement.

La Revue du Trésor - 01/11/2005

Les acteurs de l'Etat déconcentré et la préparation de la LOLF à la veille de son entrée en vigueur

La loi organique du 1er août 2001, nouvelle constitution financière de l'Etat, a pour ambition, au-delà de la modernisation des rouages et procédures budgétaires, financières et comptables de l'Etat, d'être le moteur de la rénovation de la gestion publique. Reposant sur une approche affirmée de recherche de la performance par une responsabilisation accrue des gestionnaires à tous les niveaux des services de l'Etat, elle crée les conditions d'une évolution profonde et du renforcement du rôle des acteurs locaux dans la programmation et l'exécution du budget de l'Etat, déjà perceptible au travers des expérimentations et préfigurations conduites sur le terrain au cours des deux dernières années.

La Revue du Trésor - 01/11/2005

Budget : le PS dénonce une attaque en règle des collectivités locales

Le Parti socialiste s'en prend aux dispositions fiscales du projet de loi de Finances 2006, François Hollande a dénoncé hier le "garrot" mis en place par le gouvernement et qui risque d'étrangler les collectivités locales

Les Echos - 03/11/2005

Le PS dénonce une attaque en règle des collectivités locales

Le Parti socialiste s'en prend aux dispositions fiscales du projet de loi de Finances 2006. François Hollande a dénoncé hier le " garrot " mis en place par le gouvernement et qui risque d'étrangler les collectivités locales

Les Echos - 03/11/2005

Elaborer une plateforme de gestion de la dette

Un outil informatique et des conseils sont proposés aux petites et moyennes communes. La prise en charge par des intercommunalités permet de mutualiser les coûts d'abonnement et de formation

La Gazette des Communes - 07/11/2005

Les maires pronostiquent une "année noire" pour leurs finances

Les élus locaux redoutent les conséquences de la réforme de la taxe professionnelle et du " bouclier fiscal " sur leurs budgets. Deux réformes, selon eux, profondément inéquitables

La Tribune - 25/11/2005

FISCALITE LOCALE

Mise en oeuvre de la Taxe professionnelle unique

Deux réponses ministérielles viennent de faire le point sur deux sujets essentiels dans le cadre de l'intercommunalité : les conditions de mise en oeuvre de la Taxe professionnelle unique (TPU) et le transfert de personnel d'une commune vers un EPCI

Journal des Maires - 01/11/2005

Recouvrement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères

Les conditions de mise en oeuvre du recouvrement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) ont été récemment précisées par le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales.

Géomètre - 01/11/2005

Réforme de la TP : quels enjeux ?

La réforme de la taxe professionnelle incluse dans le projet de loi de finances pour 2006 entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2007. Quelles en seront les conséquences sur les finances des collectivités locales ?

Journal des Maires - 01/11/2005

Un projet de loi de finances riche en réformes fiscales pour 2006

La discussion du budget de l'Etat constitue un moment important pour les communes et leurs groupements. En effet, il fixe les crédits qui seront alloués aux collectivités et contient les projets de réformes fiscales du gouvernement

Journal des Maires - 01/11/2005

Taux de TVA applicable aux prestations de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers

Instruction fiscale n° 3-C-7-05 , Direction générale des impôts

Le Moniteur - 02/11/2005

Fiscalité et environnement

La protection de l'environnement et le souci d'assurer les conditions d'un développement équilibré à long terme ont pris depuis les années 1970 une place croissante dans le débat public et dans la politique gouvernementale. L'introduction en France de la Charte de l'Environnement dans les textes de valeur constitutionnelle et l'entrée en vigueur du Traité de Kyoto, qui organise la lutte contre l'effet de serre au niveau international, en sont les illustrations les plus récentes

La Gazette des Communes - 07/11/2005

La notion d'établissement industriel redéfinie

La méthode d'évaluation des locaux au regard de la taxe professionnelle et de la taxe foncière dépend de leur affectation, industrielle ou commerciale

Les Echos - 09/11/2005

Les députés parviennent à un compromis sur la taxe professionnelle

La commission des Finances de l'Assemblée a modifié la réforme de la TP. Les députés ont tenu compte en partie de la hausse de cette taxe décidée par les collectivités locales entre 2004 et 2005

La Tribune - 10/11/2005

Avec la taxe professionnelle, le débat budgétaire promet de s'achever dans la cacophonie

Les députés débattent aujourd'hui de la réforme de la taxe professionnelle. L'UDF et la gauche accusent le gouvernement de sanctionner les collectivités locales et d'enfreindre le principe de leur autonomie financière

Les Echos - 22/11/2005

FCTVA / TVA

Fonds de compensation de la TVA : mode d'emploi

Dans le secteur privé, la TVA est une imposition sur la différence entre la TVA facturée aux clients et celle payée sur les achats. Les collectivités locales non assujetties de droit (sauf pour certains services spécifiques) sont exclues de la récupération par voie fiscale. Créé en 1978, le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) a pour but de compenser, en partie et sur certaines dépenses d'investissement, la TVA réglée par les collectivités locales

Journal des Maires - 01/11/2005

COMPTABILITE

Adaptation et simplification de la M 14

Suite au rapport de décembre de 2004, du groupe de travail chargé de l'adaptation et de la simplification de l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et à leurs établissements publics, le JO du 27 août 2005 a publié une ordonnance n° 2005-1027 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/11/2005

Le palier 2006 en comptabilité de l'Etat

Le palier 2006 consiste à adapter les applications informatiques existantes pour garantir la mise en oeuvre de la loi organique portant sur les lois de finances (LOLF) au 1er janvier 2006. Il concerne tous les acteurs de la gestion publique, soit environ 30 000 agents de l'Etat, répartis dans tous les ministères et sur tout le territoire. Il se décline en trois grands objectifs : mettre en place le nouveau cadre budgétaire, appliquer les nouveaux modes de gestion des dépenses et passer à une nouvelle comptabilité
La Revue du Trésor - 01/11/2005

La mise en oeuvre de la LOLF : état des lieux avant le 1er janvier 2006

Beaucoup a déjà été accompli dans la préparation du nouveau cadre budgétaire et comptable de l'Etat pour la mise en oeuvre de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001. A l'approche du 1er janvier 2006, qui marquera son entrée dans la réalité administrative, trois enjeux majeurs se dessinent. un budget plus lisible, organisé selon les politiques publiques et orienté vers les résultats, fera l'objet du débat et du vote au Parlement selon les nouvelles règles de la LOLF. Le déploiement des nouveaux modes de gestion pour 2006 dans les administrations de l'Etat est en cours, avec la préparation des budgets opérationnels de programme. La bascule de la gestion 2005 vers 2006 et l'important travail d'accompagnement de changement.
La Revue du Trésor - 01/11/2005

Les acteurs de l'Etat déconcentré et la préparation de la LOLF à la veille de son entrée en vigueur

La loi organique du 1er août 2001, nouvelle constitution financière de l'Etat, a pour ambition, au-delà de la modernisation des rouages et procédures budgétaires, financières et comptables de l'Etat, d'être le moteur de la rénovation de la gestion publique. Reposant sur une approche affirmée de recherche de la performance par une responsabilisation accrue des gestionnaires à tous les niveaux des services de l'Etat, elle crée les conditions d'une évolution profonde et du renforcement du rôle des acteurs locaux dans la programmation et l'exécution du budget de l'Etat, déjà perceptible au travers des expérimentations et préfigurations conduites sur le terrain au cours des deux dernières années.
La Revue du Trésor - 01/11/2005

CONSOLIDATION

INFORMATIQUE / TIC

E-administration : les élus locaux posent leurs principes

Sept associations d'élus viennent d'adopter une position commune sur la mise en oeuvre de l'e-administration. Le texte vise à énoncer des principes et à définir une méthode de travail
Maires de France - 01/11/2005

Localeo au service de l'administration communale

Cette PME adapte les techniques de la relation client aux besoins de l'administration électronique. Sa plateforme Gestion Relation Citoyen a déjà séduit une vingtaine de municipalités
La Tribune - 24/11/2005

RESSOURCES HUMAINES

Obligation de reprise du personnel communal

Arrêt n° 269342, 269343 du 1er juillet 2005 conseil d'état commune de Saint-Paul de la Réunion
Le Moniteur - 04/11/2005

Personnel mis à disposition

Des mises à disposition de personnel peuvent être réalisées entre un EPCI et ses communes membres, mais elles ne peuvent concerner que des agents titulaires
La Gazette des Communes - 07/11/2005

Transfert de personnels : quelle sécurité sociale ?

La loi du 13 août 2004 transfère la gestion des personnels TOS des ministères en charge de l'éducation nationale et de l'agriculture aux collectivités départementales et régionales. Ces personnels pourront choisir entre le maintien dans la fonction publique de l'Etat ou l'intégration dans la fonction publique territoriale. Ce choix est susceptible de modifier la qualité de l'organisme qui assurera la gestion des prestations en nature de leur régime de base de sécurité sociale (mutuelle ou caisse primaire d'assurance maladie) sans pour autant affecter les droits de ces agents qui demeureront identiques.
La Quinzaine Juridique - 07/11/2005

Externaliser des missions RH de la collectivité ?

Possible / Impossible Quelles tâches les DRH peuvent-ils déléguer dans la collectivité ou externaliser en les sous-traitant, tout en gardant leur pouvoir et leur rôle stratégique ?
La Lettre du Cadre Territorial - 15/11/2005

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

Coopération intercommunale en marge de l'agglomération

Six maires de l'agglomération d'Angers souhaitent mener une politique culturelle concertée. Un véritable défi, car leur " territoire " ne correspond à aucune limite administrative
Journal des Maires - 01/11/2005

Critiques sur l'intercommunalité : la parole aux maires

"Maires de France" a demandé à quelques maires de communes membres d'une communauté la façon dont ils percevaient les critiques faites à l'intercommunalité depuis le début de l'été dernier. Des avis très partagés
Maires de France - 01/11/2005

Intercommunalité et tourisme : des relations toujours à Fessai

Même si certaines d'entre elles exercent réellement la compétence tourisme, la plupart des communautés françaises butent toujours aujourd'hui sur plusieurs difficultés pour mener leur propre politique dans ce domaine
Journal des Maires - 01/11/2005

La définition délicate de l'intérêt communautaire

Depuis quelques mois, la notion d'intérêt communautaire semble cristalliser les attentions et les critiques. Alors même qu'elle avait parfois été perçue comme une formulation ambiguë obscurcie par l'absence de définition législative, elle est devenue depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 une clé dont on attend à la fois la simplification de la carte intercommunale et le renforcement des dynamiques institutionnelles à l'œuvre
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/11/2005

L'intercommunalité en quête de clarté

D'ici au 18 août 2006, l'intercommunalité est appelée à un exercice exigeant. Les communautés doivent, en effet, repérer, parmi les compétences qu'elles partagent avec les communes, quelles sont les actions de leur ressort, c'est-à-dire ce qui relève de l'" intérêt communautaire "
Journal des Maires - 01/11/2005

Une pluie de critiques s'abat sur l'intercommunalité

"Sources d'augmentation de la dépense publique", dotés de "périmètres trop exigus" ou "peu cohérents", dont l'intérêt n'est pas suffisamment défini": les établissements intercommunaux à fiscalité propre font l'objet de vifs reproches depuis plusieurs mois. S'ils admettent des "dysfonctionnements", les plus chauds partisans de l'intercommunalité estiment que ceux-ci sont surtout le fait de l'Etat
Le Courrier des Maires - 01/11/2005
"090 Intercommunalité" Marseille, vampire de l'EPCI ? La chambre régionale des comptes PACA a publié un rapport d'observations sur les opérations de transfert de la ville de Marseille à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole
La Lettre du Cadre Territorial - 01/11/2005

Des équipements haut de gamme pour les EPCI

L'intercommunalité ne suscite guère de véritables politiques sportives. En revanche, elle impulse des constructions d'équipements hors normes. Une orientation favorable aux sports de loisir
La Gazette des Communes - 14/11/2005

Seguin stigmatise l'indéniable inachèvement de l'intercommunalité

Le président de la Cour des comptes a rendu public hier le rapport sur l'intercommunalité. Il préconise de " consolider " les acquis de cette réforme institutionnelle. L'enjeu est de prévenir " les risques de dérive financière "
Les Echos - 24/11/2005

La Cour des comptes passe au crible l'intercommunalité

Quatre-vingt-huit pour cent des communes françaises appartiennent à des établissements publics de coopération intercommunale qui gèrent 23 milliards d'euros de budget, trois fois plus de communautés d'agglomération en cinq ans

Le Moniteur - 25/11/2005

La Cour des comptes veut améliorer et rationaliser l'intercommunalité

Si la réforme de l'intercommunalité a été un succès quantitatif, ses effets qualitatifs sont un peu décevants et appel- lent, selon la Cour des comptes, des réformes.

AJDA - 25/11/2005

Angers Loire Métropole renonce à son usine d'incinération

La communauté d'agglomération penche désormais pour une solution de traitement mécano-biologique de ses déchets ménagers, mais la question du traitement des déchets résiduels reste en suspens

Les Echos - 28/11/2005

Brice Hortefeux resserre les boulons de l'intercommunalité

Les préfets sont invités par le ministre délégué aux Collectivités locales à revoir la pertinence de la carte intercommunale de leur département. Leurs propositions sont attendues pour le 30 juin au plus tard

Les Echos - 28/11/2005

Les préconisations du rapport "Séguin" pour parachever l'intercommunalité

Un constat critique de l'intercommunalité est dressé par la Cour des comptes, six ans après la loi "Chevènement" du 12 juillet 1999. Les magistrats de la rue Cambon insistent sur la nécessité de privilégier l'exercice des compétences à un niveau "supra-communal".

La Gazette des Communes - 28/11/2005

METP / PPP

SEM / HLM

La procédure nationale de dévolution des concessions d'aménagement : loin du compte !

La loi du 20 juillet 2005 a unifié le régime juridique des concessions d'aménagement et soumis leur passation à " une procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes ", souhaitant ainsi répondre aux sollicitations pressantes de la Commission européenne relayées par le juge administratif national. Cependant, il semble bien que la procédure qui sera finalement retenue pour la conclusion de ces contrats ne fasse encore la part trop belle à leur caractère sui generis longtemps revendiqué par la France et soit donc encore "loin du compte' communautaire".

AJDA - 21/11/2005

ASSOCIATIONS

Subvention : valorisez l'action de votre association

Rendre compte de l'utilisation d'une subvention, c'est bien sûr satisfaire à une obligation légale. Cela peut être aussi un moyen de valoriser l'action et l'utilité de votre association, pour que cette aide soit renouvelée les années suivantes

Associations mode d'Emploi - 01/11/2005

Quand une commune doit assumer la responsabilité d'un contrat passé par une association transparente

Le contrat passé par une association dépendante d'une commune peut revêtir le caractère d'un contrat administratif qui en tant que tel aurait dû être soumis aux règles de passation des marchés publics. La commune doit alors assumer la responsabilité résultant de l'inexécution du contrat.

AJDA - 19/11/2005

Les institutions privées et le service public de l'action sociale et médico-sociale

L'administration dispose de très larges pouvoirs sur les institutions privées sociales et médico-sociales allant de l'autorisation à la fermeture en passant par le contrôle de l'activité sous toutes ses formes. Cette soumission résulte de la participation de ces institutions à la réalisation de l'intérêt général c'est-à-dire du service public de l'action sociale et médico-sociale.

RGCT - 30/11/2005

DELEGATIONS

Services funéraires Un marché à dépolier

Disponibilité, psychologie, éthique et personnalisation : quatre maîtres mots pour assurer le succès d'une entreprise de services funéraires
Défis - 01/11/2005

Les clés pour bien calculer les tarifs

Souvent fixés de façon empirique et reposant sur des préoccupations sociales liées au principe de l'accès de tous au service public, les prix doivent faire l'objet d'une réflexion approfondie des élus. Ces derniers s'interrogeront, par exemple, sur le type de public qu'ils entendent favoriser et sur les activités qu'ils veulent mettre en avant et développer. Des tarifs étudiés et adaptés contribueront non seulement à atteindre les objectifs, mais également à rationaliser la gestion des finances de la collectivité, en déterminant un taux de couverture du service public par l'utilisateur
La Gazette des Communes - 07/11/2005

Forte croissance en 2005 pour Elix

Le groupe français a réalisé un chiffre d'affaires annuel en hausse de 11,2 %, à 2,8 milliards d'euros. Il confirme ses prévisions de résultats
La Tribune - 09/11/2005

La Poste affiche ses ambitions dans les services de proximité

L'opérateur public vise une place parmi les trois premières enseignes d'un secteur concernant 1,3 million de salariés. En s'appuyant sur un réseau de 17.000 points de contact.
La Tribune - 09/11/2005

L'aéroport de Lannion vise les 80.000 passagers en 2010

Les collectivités locales vont consacrer 8,5 millions d'euros au renforcement et à l'allongement de la piste de la plate-forme
Les Echos - 09/11/2005

Les transports toulousains se tournent vers une régie

La majorité de gauche du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération s'est prononcée hier pour une gestion en régie du quatrième réseau français, écartant la société Connex
Les Echos - 18/11/2005

Règlement du conflit à la RTM : Marseille retient son souffle

Les négociations ont été reportées hier soir, avec toujours en vue la fin du conflit des transports en commun à Marseille. Après quarante jours de grève, les commerces de l'hypercentre sont exsangues et les Marseillais excédés
Les Echos - 18/11/2005

Revers à Toulouse et à Rennes pour Connex

Au coeur de la tourmente marseillaise, la filiale de Veolia Environnement vient d'être déboutée de Toulouse et de perdre l'appel d'offres de Rennes
La Tribune - 18/11/2005

Veni, vidi, Vinci

Le groupe de BTP pourrait proposer au moins 50 euros par titre pour ravir les Autoroutes du Sud de la France. Le pari est ambitieux mais les avantages nombreux.
La Tribune - 18/11/2005

EAU, Attention au monopole

La DGCCRF rappelle la responsabilité des communes pour introduire plus de concurrence sur le marché de l'eau.
La Gazette des Communes - 21/11/2005

 **Ports et aérodromes : la mise en concurrence des concessions d'outillage**

Si la soumission aux règles de la loi Sapin ne pose pas de difficulté particulière, celle de l'application du droit communautaire suppose une analyse des contrats au cas par cas. Cette exigence ne saurait être contournée par l'existence de dérogations au profit de certains concessionnaires

Le Moniteur - 25/11/2005

 **Une charte des services publics en milieu rural devrait voir le jour**

La Conférence nationale des services publics en milieu rural et l'Association des maires de France proposent qu'une charte soit conclue entre l'Etat, les collectivités territoriales et les opérateurs de service public pour promouvoir une politique de maintien, d'amélioration et de développement des services publics et des services au public en milieu rural

AJDA - 28/11/2005

DIVERS

Les collectivités locales et les partenariats publics – privés

Le cadre de l'ordonnance du 17 juin 2004 sur les partenariats publics - privés (PPP) offre un nouveau cadre juridique permettant de surmonter les obstacles auxquels s'était trouvée confrontée dans les années quatre-vingt-dix la technique du marché d'entreprise de travaux publics (METP). Si les obstacles juridiques de l'époque ont été levés, les interrogations financières demeurent pendantes; toutefois, un précieux garde-fou a été posé, avec la nécessaire évaluation technique, juridique et financière qui doit être présentée à l'assemblée délibérante (art. 1414-2 du COCT) avant que celle-ci ne délibère sur le lancement de la procédure

La Revue du Trésor - 01/11/2005

Dans un prochain rapport sur les personnes âgées dépendantes, la Cour des comptes réfléchirait à la nécessité d'un meilleur ciblage des aides

La Cour des comptes se serait donné pour objectif de dresser un premier bilan des réponses déjà apportées à ce phénomène, en matière d'offre de services à domicile et de capacité d'hébergement en institution, et d'évaluer les décisions prises depuis le milieu des années 1990 pour non seulement humaniser et médicaliser le dispositif mais également le rendre efficace

Bulletin Quotidien - 03/11/2005

"Une loi va permettre de mener de grands projets ferroviaires en PPP"

Le projet de loi présenté au Sénat permet, de mener de grands projets ferroviaires en PPP. Il s'agit bien d'ouvrir les modalités d'exercice de sa maîtrise d'ouvrage par Réseau ferré de France et de permettre le recours aux montages de type partenariat public-privé pour la réalisation de nouvelles infrastructures ferroviaires

Le Moniteur - 11/11/2005

Régularité de la mise à disposition d'agents publics non titulaires auprès d'un groupement d'intérêt public

Le Conseil d'Etat admet la régularité de la mise à disposition d'agents publics non titulaires auprès d'un groupement d'intérêt public dès lors qu'aucune disposition régissant leurs statuts ne s'y oppose

AJDA - 21/11/2005

Les contrats de partenariat public-privé prendront leur essor en 2006

Les partenariats public-privé vont entrer dans une phase active. Contre toute attente, les collectivités locales ont ouvert la voie alors qu'elles devaient être les dernières bénéficiaires de ce type de dispositif. L'un des premiers a été signé à Auvers-sur-Oise

Les Echos - 29/11/2005

MARCHES PUBLICS

L'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes non soumises au Code des marchés publics

C'est par la voie d'une ordonnance que de nouvelles règles applicables aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics viennent de voir le jour
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/11/2005

Nouveau code : l'Article 30 est arrivé !

L'incertitude et l'instabilité qui semblent régner quant aux règles régissant la commande publique sont venues s'enrichir d'un nouvel épisode avec la parution du décret du 24 août 2005 créant un nouvel article 30 du Code des marchés publics
Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/11/2005

Délit de favoritisme : nul n'est censé ignorer le CMP ?

Dans un contexte de multiplication des affaires de corruption à la fin des années 80, le délit de favoritisme est venu sanctionner des pratiques visant à favoriser un candidat à un marché public. Conception extensive " La jurisprudence a développé une conception extensive des éléments constitutifs du délit de favoritisme, à la fois pour les personnes concernées, les actes, les types démarchés. Même si ce délit est intentionnel, la jurisprudence, au fil des décisions, a donné une interprétation large : le seul constat de la violation d'une règle en connaissance de cause suffit à constituer l'intention coupable
La Gazette des Communes - 07/11/2005

Prévenir et réparer l'échec entrepreneurial

Aider les entreprises à anticiper et à gérer les crises, faciliter le rebond des dirigeants de TPE/PME: deux priorités pour lutter contre le chômage.
L'Usine Nouvelle - 10/11/2005

Baux emphytéotiques administratifs. Quel mode de passation ?

Alors que l'étau de la concurrence se resserre progressivement sur la passation des contrats administratifs, il apparaît difficile de faire échapper les baux emphytéotiques administratifs à des obligations de publicité et de mise en concurrence. Il convient néanmoins d'éviter de leur appliquer des procédures de passation trop rigides
Le Moniteur - 11/11/2005

Passation des marchés très encadrée pour les entités adjudicatrices

L'ordonnance du 6 juin 2005, relative aux marchés passés par des personnes non soumises au Code des marchés publics, est entrée en vigueur le 1er septembre. Le décret du 20 octobre définit les obligations de publicité et de mise en concurrence, auxquelles les entités adjudicatrices exerçant des activités de réseaux auront à se conformer
Le Moniteur - 11/11/2005

Simplicité et sécurité des échanges à moindre coût

Avec Poste CS Acheteurs Publics, la Poste propose une solution de messagerie électronique sécurisée, permettant de se mettre en conformité avec l'article 56. Un nouveau service aussi simple qu'économique.
La Gazette des Communes - 14/11/2005

Comment les villes s'organisent

Les multiples réformes du Code des marchés publics ont fait émerger la dimension économique de l'achat. Les communes réfléchissent à la façon d'optimiser leurs commandes, en tenant compte des nouvelles règles
La Gazette des Communes - 21/11/2005

Le contrat de mobilier urbain, un marché public ?

Pour être qualifié de marché public un contrat doit avoir été conclu à titre onéreux par une personne publique en vue d'acquérir des biens, travaux, ou services dont elle a besoin. Ainsi, un contrat dont l'objet est, outre d'autoriser l'occupation du domaine public, de permettre la réalisation et la fourniture de prestations de service à une commune, en matière d'information municipale, de propreté et de protection des usagers des transports publics contre les intempéries, entre dans le champ d'application du code des marchés publics. Dans le même sens, voir arrêt du Conseil d'Etat du 4 novembre 2005, n° 247 298.

La Quinzaine Juridique - 21/11/2005

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres

Commission d'appel d'offres : Dans le processus de la commande publique, la commission d'appel d'offres (CAO) occupe une place centrale, notamment pour les achats les plus importants. Puisqu'il s'agit d'argent public, son fonctionnement est particulièrement réglementé tant au niveau de sa composition que de la tenue de ses séances. Responsabilité : Tout manquement aux règles de fonctionnement de la CAO est de nature à remettre en cause l'attribution même du marché public. Par ailleurs, il est également de nature à engager la responsabilité pénale de ses membres, notamment sur le fondement du délit de favoritisme

La Gazette des Communes - 21/11/2005

Observatoire économique de l'achat public

Arrêté du 10 novembre 2005, JO du 13 novembre, p. 17768.

La Gazette des Communes - 21/11/2005

Un observatoire de l'achat public pour plus de transparence

Le nouveau code devrait être mis en ligne à la fin du mois de novembre.

La Gazette des Communes - 21/11/2005

L'allotissement, la règle pour les marchés publics

A l'occasion de la sortie imminente du deuxième projet de décret réformant le Code des marchés publics, Jérôme Grand d'Esnon, directeur des affaires juridiques au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, fait le point sur les modifications apportées au texte suite à la concertation entamée en juillet

Le Moniteur - 25/11/2005

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Gros plan sur les cinq pôles de compétitivité d'Ile-de-France

Parmi les soixante-sept pôles de compétitivité choisis par le gouvernement à travers la France, cinq sont situés en région parisienne : MediTech Santé, System@tic, IMVN, Ville et mobilité durables et Vestapolis
Le Nouveau Courrier - 01/11/2005

Les aides d'Etat : quelle place pour les collectivités ?

Avec la montée en puissance de la politique de la concurrence européenne, la réglementation sur les aides d'Etat s'est constituée en un corpus qui concerne de vastes pans de l'activité économique des Etats membres. Les collectivités locales, par le biais des aides dont bénéficie leur territoire ou de celles qu'elles octroient elles-mêmes, se retrouvent au coeur de cette problématique
Le Courrier des Maires - 01/11/2005

Tourisme fluvial : les régions tardent à se mettre à l'eau

Le tourisme fluvial, dont les collectivités locales pourraient assumer la charge, reste un marché de niche, même s'il connaît un bon développement depuis quelques années
La Tribune - 02/11/2005

Le précurseur des pôles de compétitivité

Mettant son expérience du pouvoir au profit du monde de l'entreprise, il n'hésite pas à aller trouver des idées innovantes à l'étranger pour les appliquer dans son département. A 44 ans, Thierry Mandon collectionne déjà plus de quinze années de mandats électifs
Le Nouvel Economiste - 03/11/2005

Un pôle aéronautique à Melun

Première communauté d'agglomération de Seine-et-Marne, la communauté d'agglomération Melun Val de Seine prend résolument son avenir en main : elle mise sur le développement d'un pôle aéronautique sur le site de Melun Villaroche
Le Nouvel Economiste - 03/11/2005

Nicolas Sarkozy vante un outil de développement pour lutter contre les délocalisations et le chômage

Le Forum des pôles de compétitivité a réuni plus de 300 participants, vendredi 4 novembre, à Sophia-Antipolis. Il a permis de dresser un premier bilan de la mise en oeuvre de ces outils de développement. Le comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire (CIADT) a validé, le 14 octobre, 55 projets de pôles. Onze autres sont en cours de validation
Le Monde - 06/11/2005

Pôles de compétitivité, l'exemple américain

Le Research Triangle Park de Raleigh, en Caroline du Nord, est considéré comme un modèle dans le domaine des biotechnologies. Proche de trois universités de renom, il rassemble aujourd'hui 137 entreprises et a attiré 2 milliards de dollars d'investissements en dix ans
Le Monde - 06/11/2005

Les zones franches urbaines freinées dans leur développement

En 2004, 5.000 emplois ont été créés dans les 41 nouveaux sites concernés par le dispositif relancé par Jean-Louis Borloo. Il profiterait davantage aux jeunes des quartiers avec une formation professionnelle adaptée
Les Echos - 08/11/2005

Orléans : un regard neuf sur le développement économique

Olivier de Brabois est depuis quelques mois responsable des trois outils économiques de la communauté d'agglomération. Il poursuit également un travail d'écriture
La Tribune - 09/11/2005

Retour à l'emploi : Rhône-Alpes développe une nouvelle formule de contrat

Le dispositif contrat d'accès et de retour à l'emploi durable ("cared ") en est à son 1.500e signataire. Le conseil régional veut en conclure 25.000 d'ici à cinq ans pour un coût unitaire moyen de 3.000 euros
Les Echos - 09/11/2005

Prévenir et réparer l'échec entrepreneurial

Aider les entreprises à anticiper et à gérer les crises, faciliter le rebond des dirigeants de TPE/PME: deux priorités pour lutter contre le chômage.
L'Usine Nouvelle - 10/11/2005

Marseille touchée, mais pas coulée

Les conflits à la SNCM, au port autonome et dans les transports urbains ont écorné une fois de plus l'image de la cité phocéenne et pèseront, à court terme, sur l'économie locale. Toutefois, la dynamique enclenchée ces dernières années dans la métropole provençale reste intacte
L'Usine Nouvelle - 10/11/2005

Pôles de compétitivité

Premier forum du genreLe salon du 4 novembre, à Sophia-Antipolis, a été l'occasion pour les acteurs des pôles de compétitivité de critiquer la bureaucratie du gouvernement en la matière.
L'Usine Nouvelle - 10/11/2005

Accompagner l'entreprise pour la faire vivre

Seule la moitié des entreprises créées chaque année survivent au-delà de cinq ans. Les collectivités soutiennent les réseaux d'appui à la création d'entreprise, qui assurent une meilleure pérennité
La Gazette des Communes - 12/11/2005

Le commerce en droit de l'urbanisme

Les nouveaux outils de planification urbaine (Scot et PLU) permettent aux communes d'intégrer des préoccupations liées à l'activité commerciale dans l'organisation de leur territoire. La création d'un commerce de détail présentant une surface de vente supérieure à 300m² est subordonnée, outre à la délivrance éventuelle d'une autorisation d'urbanisme, à la délivrance préalable d'une autorisation d'équipement commercial. De même, la création d'un ensemble de salles de cinéma de plus de 800 places est soumise également à la délivrance d'une autorisation préalable. Les communes ont la possibilité de délimiter, par délibération motivée de leur conseil municipal, des périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur desquels elles peuvent acquérir, par voie de préemption, des fonds artisanaux, des fonds de commerce et des baux commerciaux
La Gazette des Communes - 14/11/2005

Collectivités - entreprises : les liaisons dangereuses

L'affaire Hewlett-Packard relance le débat sur le contrôle et l'efficacité des dispositifs publics d'aide aux entreprises. Si les collectivités ont une plus grande maîtrise des PME-PMI que des grosses entreprises, la condamnation politique des délocalisations s'efface au seuil du pragmatisme local
La Lettre du Cadre Territorial - 15/11/2005

La représentation des groupements d'entreprises

Le mandataire commun assume l'importante mission de représenter l'ensemble des membres du groupement d'entreprises, principalement envers le maître d'ouvrage. En l'absence de définition légale, l'étendue de cette mission de représentation doit être définie avec précision
Le Moniteur - 18/11/2005

Les aides d'État en quête de modernisation

La consultation publique, sur le plan d'action de la Commission européenne en matière d'aides d'État, s'est achevée en septembre. Des pistes de réformes commencent à s'imposer
La Tribune - 21/11/2005

Les maires et l'emploi, un combat de tous les jours

Si les communes sont le relais de dispositifs gouvernementaux en matière d'emploi, elles multiplient les initiatives en propre, comme les cellules de veille économiques Les Echos - 21/11/2005

Notation des villes, un nouvel outil de gouvernance

Créée en 2003, l'Agence de notation des villes propose aux responsables d'agglomérations, une évaluation et une notation des services que leur ville rend à ses usagers, une comparaison avec d'autres agglomérations, et une identification de bonnes pratiques de villes européennes

Le Moniteur - 25/11/2005

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ENVIRONNEMENT

✚ **Trois défis pour la gestion des déchets ménagers**

Restauration de la confiance, optimisation des coûts et réduction de quantités à traiter : les politiques locales de gestion des déchets doivent relever trois défis. Les principales pistes à suivre sont la transparence des informations, la mutualisation entre territoires et entre types de déchets, et la responsabilisation des producteurs

Maires de France - 01/11/2005

✚ **Assainissement : retard dans les SPANC**

45, le compte à rebours est lancé. Avant le 31 décembre 2005, les communes devront avoir procédé à un zonage d'assainissement sur leur territoire, ainsi qu'à la mise en place d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC). Ces obligations ne constituent pas une nouveauté. Elles résultent de la loi sur l'eau du 3 juin 1992. Si certaines communes ont réussi à s'organiser à temps, souvent au prix de nombreuses difficultés, la moitié d'entre elles ne parviendront pourtant pas à respecter le délai imparti, le point sur un sujet délicat qui concerne, au travers des communes/ près de 12 millions de Français

Journal des Maires - 01/11/2005

✚ **Fiscalité et environnement**

La protection de l'environnement et le souci d'assurer les conditions d'un développement équilibré à long terme ont pris depuis les années 1970 une place croissante dans le débat public et dans la politique gouvernementale. L'introduction en France de la Charte de l'Environnement dans les textes de valeur constitutionnelle et l'entrée en vigueur du Traité de Kyoto, qui organise la lutte contre l'effet de serre au niveau international, en sont les illustrations les plus récentes

La Gazette des Communes - 07/11/2005

✚ **Plan d'élimination des déchets ménagers**

Créés par la loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, les plans départementaux d'élimination des déchets sont, depuis la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004, rédigés sous la responsabilité du président du conseil général

La Gazette des Communes - 07/11/2005

✚ **L'eau devient le premier budget de Lille Métropole**

Après les grands travaux du métro ou du traitement des déchets ménagers, l'agglomération investit massivement dans le traitement des eaux pluviales et des eaux usées. Pour lutter contre les inondations 100 millions seront mobilisés

Les Echos - 09/11/2005

✚ **Droit de l'environnement : impacts sur les comptes sociaux**

2004-2005 marque une nouvelle étape dans le renforcement de la position désormais stratégique du droit de l'environnement dans la conduite des affaires et dans le tableau de bord des dirigeants confrontés aux risques de responsabilité dans leurs opérations : mise en place des quotas d'émissions de gaz à effet de serre, élargissement de la responsabilité du vendeur d'un site pollué, projet de règlement communautaire sur la sécurité chimique (Reach)

Option Finance - 14/11/2005

✚ **De plus en plus de solutions pour baisser les charges polluantes**

Les rejets de l'industrie sont de plus en plus concentrés. Un défi pour les concepteurs de procédés, qui doivent abattre la charge et récupérer la matière première, en minimisant la production de boues. Une difficile équation

L'Usine Nouvelle - 24/11/2005

✚ **Déchets radioactifs : le défi de la réduction des volumes**

Le traitement des déchets mobilise toujours. Les chercheurs du CEA et d'Areva poursuivent les efforts pour réduire les volumes et anticiper les nouvelles formes de combustibles usés.

L'Usine Nouvelle - 24/11/2005

L'externalisation gagne du terrain

Les grands opérateurs de services comptent toujours convaincre les industriels des bénéfices de l'externalisation de la gestion de leurs eaux usées. Un service qui soulage les entreprises d'une tâche de plus en plus complexe
L'Usine Nouvelle - 24/11/2005

Lille ordonne à l'industrie de se déracorder

La métropole lilloise a tranché. Elle ne veut plus traiter les effluents de l'industrie. Une décision sans appel ! Le tissu industriel doit s'adapter, et investir pour traiter ses eaux usées. Un vaste chantier, qui pourrait porter un coup fatal à certaines entreprises, déjà fragiles.
L'Usine Nouvelle - 24/11/2005

Gérer le risque "radon"

Venu du sous-sol, ce gaz naturel radioactif présente une réelle menace pour la santé. Pour protéger leurs bâtiments ou informer la population, les mairies sont en première ligne.
La Gazette - Santé Social - 28/11/2005

Le bois, valeur sûre des réseaux de chaleur

Economique, écologique, et créatrice d'emplois cette énergie renouvelable fait florès.
La Gazette des Communes - 28/11/2005

Le diagnostic énergétique, un outil de choix dans la chasse au " gaspi "

Flambée du pétrole, nouvelle réglementation thermique en préparation, libéralisation du marché ou sensibilité environnementale: la conjoncture incite à regarder de près ses consommations
La Gazette des Communes - 28/11/2005

Le logiciel Tempo aide les communes à traiter les nuisances sonores

Un programme, développé par la Drass de l'Indre et la Drass du Centre, aide les communes à gérer les plaintes des riverains
La Gazette des Communes - 28/11/2005

L'éclairage public peut devenir une source d'économies pour les communes

La moitié des ampoules du parc d'éclairage public est susceptible d'être remplacée. La facture d'électricité des communes pourrait être fortement diminuée
La Tribune - 28/11/2005

Les boues de la communauté de Forbach sèchent au soleil

Afin de réduire les coûts et de pérenniser le traitement de ses boues d'épuration, Forbach opte pour le séchage solaire
La Gazette des Communes - 28/11/2005

Les canalisations plastiques, une réelle alternative à la fonte

Très répandues au Royaume-Uni et en Italie, les canalisations en polyéthylène (PE) restent peu utilisées en France. Elles sont pourtant économes, pratiques et résistantes
La Gazette des Communes - 28/11/2005

Les Landes réduisent à la source le volume de leurs ordures ménagères

Le conseil général des Landes s'est doté d'un programme global de prévention des déchets. A la clé, suppression des sacs plastiques jetables, compostage individuel et sensibilisation des habitants
La Gazette des Communes - 28/11/2005

L'étude détaillée des sols s'impose

Afin d'éviter de mauvaises surprises et le blocage de projets immobiliers, les études détaillées des risques se multiplient. Elles deviennent un outil à part entière dans les services d'urbanisme des collectivités
La Gazette des Communes - 28/11/2005

L'oxydation thermique des buées

Tout en recyclant de l'énergie, l'oxydeur thermique détruit buées et composés malodorants.
La Gazette des Communes - 28/11/2005

 **Mettre en commun les retours d'expérience**

Jean-Michel Rémy, responsable du développement "eau, milieux, usages" à l'Afnor, dresse un bilan de l'actualité législative et normative
La Gazette des Communes - 28/11/2005

 **Norme ISO14001 : L'environnement dans tous les services**

L'ISO aide à diffuser les bonnes pratiques. Elle attire également les entreprises en quête de prestations environnementales
La Gazette des Communes - 28/11/2005

 **Quelle stratégie de consommation pour les collectivités locales ?**

Depuis juillet 2004, les collectivités peuvent exiger dans leurs contrats de l'électricité renouvelable. Une démarche embryonnaire.
La Gazette des Communes - 28/11/2005

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

L'organisation administrative du futur

Le Préfet aura désormais autour de lui huit interlocuteurs privilégiés, en la personne des huit chefs de pôles. Il s'agit d'un véritable resserrement de l'appareil d'Etat en région
Le Nouvel Economiste - 03/11/2005

Décentralisation : un milliard d'euros de déficit

Le déficit du RMI en 2005 s'élèverait à près d'un milliard d'euros pour les départements. La manière dont le gouvernement réglera ce trou sera révélatrice de sa politique de décentralisation, censée être financée " à l'euro près "
Le Figaro - 04/11/2005

Transfert de personnels : quelle sécurité sociale ?

La loi du 13 août 2004 transfère la gestion des personnels TOS des ministères en charge de l'éducation nationale et de l'agriculture aux collectivités départementales et régionales. Ces personnels pourront choisir entre le maintien dans la fonction publique de l'Etat ou l'intégration dans la fonction publique territoriale. Ce choix est susceptible de modifier la qualité de l'organisme qui assurera la gestion des prestations en nature de leur régime de base de sécurité sociale (mutuelle ou caisse primaire d'assurance maladie) sans pour autant affecter les droits de ces agents qui demeureront identiques.
La Quinzaine Juridique - 07/11/2005

Ports et aérodromes : la mise en concurrence des concessions d'outillage

Si la soumission aux règles de la loi Sapin ne pose pas de difficulté particulière, celle de l'application du droit communautaire suppose une analyse des contrats au cas par cas. Cette exigence ne saurait être contournée par l'existence de dérogations au profit de certains concessionnaires
Le Moniteur - 25/11/2005

Riccardo Bly : "Il faut renforcer le pouvoir législatif des régions"

L'Assemblée des régions d'Europe (ARE), dont Riccardo Illy est le président, achève aujourd'hui à Strasbourg ses états généraux consacrés à l'innovation. Après vingt ans d'existence, cette organisation politique européenne rassemble 250 régions de 30 pays
Les Echos - 25/11/2005

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

50 questions sur la chambre régionale des comptes et les élus

Les chambres régionales des comptes ont été créées par la grande loi de décentralisation du 2 mars 1982.
Le Courrier des Maires - 01/11/2005

Marseille, vampire de l'EPCI ?

La chambre régionale des comptes PACA a publié un rapport d'observations sur les opérations de transfert de la ville de Marseille à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole
La Lettre du Cadre Territorial - 01/11/2005

Dans un prochain rapport sur les personnes âgées dépendantes, la Cour des comptes réfléchirait à la nécessité d'un meilleur ciblage des aides

La Cour des comptes se serait donné pour objectif de dresser un premier bilan des réponses déjà apportées à ce phénomène, en matière d'offre de services à domicile et de capacité d'hébergement en institution, et d'évaluer les décisions prises depuis le milieu des années 1990 pour non seulement humaniser et médicaliser le dispositif mais également le rendre efficace
Bulletin Quotidien - 03/11/2005

La présentation du premier budget en version LOLF suscite des critiques au Parlement

Certains rapporteurs spéciaux de l'Assemblée et du Sénat chargés de présenter les crédits 2006 des différentes "missions", portent un jugement mitigé, voire franchement critique, sur la qualité des informations reçues des administrations
Bulletin Quotidien - 03/11/2005

MONDE, EUROPE

La Commission veut promouvoir les partenariats public-privé

Pour la commissaire européenne Danuta Hübner, les partenariats public-privé sont primordiaux pour la croissance économique et la modernisation. Et ils peuvent bénéficier des fonds structurels
Journal des Maires - 01/11/2005

Riccardo Bly : "Il faut renforcer le pouvoir législatif des régions"

L'Assemblée des régions d'Europe (ARE), dont Riccardo Illy est le président, achève aujourd'hui à Strasbourg ses états généraux consacrés à l'innovation. Après vingt ans d'existence, cette organisation politique européenne rassemble 250 régions de 30 pays
Les Echos - 25/11/2005

PATRIMOINE

Les ventes immobilières des collectivités locales

La cession des biens du domaine public par les collectivités est strictement réglementée
La Gazette des Communes - 28/11/2005

URBANISME

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

Les collectivités et les risques juridiques : état du dossier

Les élus locaux ont pris conscience que le droit est porteur de risques. Doivent-ils chercher un appui auprès de l'Etat, des avocats et autres conseils juridiques privés, ou bien recruter des juristes ?
Maires de France - 01/11/2005

Délit de favoritisme : nul n'est censé ignorer le CMP ?

Dans un contexte de multiplication des affaires de corruption à la fin des années 80, le délit de favoritisme est venu sanctionner des pratiques visant à favoriser un candidat à un marché public. i Conception extensive
" La jurisprudence a développé une conception extensive des éléments constitutifs du délit de favoritisme, à la fois pour les personnes concernées, les actes, les types démarchés. Même si ce délit est intentionnel, la jurisprudence, au fil des décisions, a donné une interprétation large: le seul constat de la violation d'une règle en connaissance de cause suffit à constituer l'intention coupable
La Gazette des Communes - 07/11/2005

La responsabilité pénale des élus locaux

Les élus des petites villes administrent de nombreux services publics locaux et assurent des responsabilités, qui leur font courir des risques en matière pénale. Le point sur les zones de fragilité de la responsabilité pénale ainsi que sur les évolutions récentes les plus significatives
La Tribune des Petites Villes - 30/11/2005

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Régies directes : quel régime ?

Réponse ministérielle - Question de M. Joël Bourdin - JO Sénat du 20/10/2005 p. 2724
La Quinzaine Juridique - 21/11/2005

Un maire doit-il communiquer aux conseillers municipaux une étude juridique ?

Réponse ministérielle - Question de M. Jean-Louis Masson - JO Sénat du 13/10/2005 p. 2649
La Quinzaine Juridique - 21/11/2005

COMPTES DE CAMPAGNE

L'incertaine notion de dépenses de campagne

Par un arrêt du 14 novembre 2005, le Conseil d'Etat précise la notion de dépenses de campagne
AJDA - 28/11/2005